

Unis; en 1975, les échanges commerciaux entre les deux pays se chiffraient à plus de \$3.3 milliards. Les relations entre les deux gouvernements, les deux collectivités commerciales et les deux nations ont continué de croître. Des liens semblables se sont établis entre le Canada et l'Indonésie, et d'autres États membres de l'Association des pays de l'Asie du Sud-Est (APASE), grâce aux rencontres entre les représentants des gouvernements et les hommes d'affaires qui se sont multipliées en 1975, et grâce également au tourisme qui a pris de l'expansion.

Le Canada manifeste son intérêt à l'égard de la coopération et du développement en participant au Plan de Colombo, en agissant comme observateur officiel au sein de la Commission économique et sociale pour l'Asie et l'Extrême-Orient, et en étant membre actif de la Banque asiatique de développement. Cet intérêt se concrétise particulièrement dans le sous-continent indien. Depuis que le Canada a commencé à fournir de l'aide au développement dans le cadre du Plan de Colombo en 1951, il a dépensé environ \$2.3 milliards dans cette région. En 1975, par exemple, l'Inde, le Pakistan et le Bangladesh, dans cet ordre, étaient les trois principaux bénéficiaires en valeur nette de l'aide extérieure du Canada.

A la suite de l'explosion nucléaire réalisée par l'Inde en mai 1974, pour laquelle le pays avait utilisé du plutonium provenant d'une des installations que le Canada lui avait fournies, la collaboration qui s'était établie, depuis 1956, entre le Canada, l'Inde et le Pakistan dans le domaine de l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire a fortement été remise en question. Selon le Canada, l'Inde, par cet essai, a sérieusement ébranlé les efforts déployés sur le plan international en vue de limiter et de contrôler la prolifération de la technologie des explosions nucléaires. Le Canada a donc décidé de suspendre la coopération dans ce domaine et de réexaminer certains autres aspects de son programme d'aide qui pourraient indirectement encourager l'Inde dans ses aspirations nucléaires. Cet incident a donné lieu à de longs pourparlers bilatéraux au cours desquels on n'a pas réussi à concilier les divergences dans les politiques nucléaires des deux pays, et à l'issue desquels le gouvernement canadien a décidé, en mai 1976, de mettre fin à son programme de coopération nucléaire avec l'Inde; il demeure toutefois disposé à poursuivre des objectifs communs avec l'Inde dans d'autres domaines d'intérêt mutuel. Les entretiens avec les autorités pakistanaïses, qui avaient également pour but de raffermir les garanties concernant les installations nucléaires du Canada dans ce pays, se sont poursuivis.

Pendant plus d'un quart de siècle, certains pays de l'Asie ont été des foyers de tensions et de conflits. Le Canada a participé à diverses entreprises à l'échelle internationale en vue de restaurer la paix au Cachemire, en Corée et en Indonésie. De 1954 à 1973, le Canada a été membre des deux Commissions internationales de contrôle auxquelles on a fait appel pour surveiller l'application de divers accords internationaux concernant l'Indochine. Lorsque les hostilités ont pris fin au début de 1975, le Canada a mis sur pied un programme spécial d'aide humanitaire à l'Indochine, au coût de \$16.75 millions, pour permettre l'envoi d'aliments et de médicaments dans les secteurs les plus gravement touchés par la longue guerre. Le programme canadien a été administré sur place par des organisations internationales comme l'UNICEF, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et la Croix-Rouge. Le Canada conserve des relations diplomatiques avec le Viêt-nam et le Laos, mais non avec le Cambodge.

Les relations entre le Canada et la République populaire de Chine ont continué de s'accroître, et le commerce sino-canadien a atteint \$420 millions en 1975. Plusieurs échanges de missions scientifiques et commerciales ont eu lieu en avril 1975, et une exposition de peintures paysagistes canadiennes a été présentée à Pékin et à Shanghai, la première exposition de peintures de style occidental accueillie en Chine depuis l'avènement de la Révolution culturelle en 1966.

Le Canada et la Banque asiatique de développement. Le Canada est membre de la